

The Road from Oslo: Analysis of Negotiations to Address the Humanitarian Effects of Cluster Munitions

This project, launched in March 2008, examines the emergence and conduct of international efforts to address the humanitarian impacts of cluster munitions.

There is both controversy and widespread humanitarian concern about the hazards posed by cluster munitions to civilians at time of use and after hostilities cease. In part because of frustration about constraints on the 1980 Convention on Certain Conventional Weapons' (CCW) capacity to respond effectively, a new international humanitarian initiative—the so-called Oslo Process—emerged in early 2007 with the aim of banning “cluster munitions that cause unacceptable harm to civilians” (Final Declaration of the Oslo Conference of 22–23 February 2007). In late 2007, the CCW itself achieved a mandate to “negotiate a proposal to address urgently the humanitarian impact of cluster munitions, while striking a balance between military and humanitarian considerations”.

The emergence of two global multilateral initiatives working simultaneously to regulate or restrict the same weapon system is highly unusual, perhaps unprecedented, in modern international security negotiations. On 30 May 2008, 107 states adopted the outcome of the Oslo Process, a new Convention on Cluster Munitions that, in addition to banning the weapon, contains ground-breaking provisions on clearance, victim assistance and international cooperation and assistance between donor and affected states. In contrast, the CCW was unable to agree on a new protocol on cluster munitions that November, and will continue its efforts in 2009.

In a difficult contemporary multilateral security environment, the emergence of the Oslo Process was encouraging to some. But it has not been without controversy, not least because it is perceived as threatening by certain CCW member states who worry that such free-standing initiatives may subvert existing multilateral disarmament institutions, in which the practice of consensus has traditionally held sway.

Many multilateral practitioners have compared the Oslo Process with efforts to achieve the 1997 Anti-Personnel Mine Ban Convention, viewing the process as a continuation of “new diplomacy” heralded by the mine ban efforts. But it is unclear to what extent this is actually the case, and what the consequences of international efforts to address the humanitarian impacts of cluster munitions will be on disarmament diplomacy and regime-building.

Following on from part of UNIDIR's project Disarmament as Humanitarian Action: Making Multilateral Negotiations Work, this 18-month study is documenting the Oslo Process and related work, including that in the CCW, and developing lessons-learned of relevance to multilateral practitioners. Main project outputs comprise seminars with policy-makers and civil society actors, and an analytical history of the Oslo Process, to be published in the second half of 2009.

For more information, please contact:

John Borrie
Senior Researcher & Project Manager
Tel.: +41 (0)22 917 16 05
Fax: +41 (0)22 917 01 76
jborrie@unog.ch

UNIDIR
United Nations Institute
for Disarmament Research
Palais des Nations, A.522
CH-1211 Geneva 10
Switzerland
www.unidir.org

À la suite d'Oslo : analyse des négociations pour lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions

Ce projet, lancé en mars 2008, s'intéresse aux efforts internationaux visant à lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions.

Les risques que représentent les armes à sous-munitions pour les populations civiles lorsqu'elles sont utilisées et une fois que les hostilités ont cessé suscitent une polémique et une très grande inquiétude. Une nouvelle initiative humanitaire a été lancée au début de l'année 2007 en raison notamment de la frustration que suscitent les limites qui pèsent sur la Convention de 1980 sur certaines armes classiques : le processus d'Oslo vise ainsi à interdire les armes à sous-munitions qui provoquent des blessures inacceptables parmi les civils (déclaration finale de la Conférence d'Oslo, 22-23 février 2007). Fin 2007, les parties à la Convention sur certaines armes classiques ont décidé de négocier une proposition visant à traiter d'urgence la question de l'impact humanitaire des armes à sous-munitions tout en assurant un équilibre entre les considérations militaires et humanitaires.

Il est très inhabituel, voire inédit, dans les négociations internationales modernes que deux initiatives multilatérales mondiales s'emploient simultanément à réguler ou interdire le même système d'armes. Le 30 mai 2008, 107 pays ont adopté la Convention sur les armes à sous-munitions issue du processus d'Oslo qui, en plus d'interdire cette arme, comporte des dispositions novatrices relatives à la dépollution des zones concernées, l'assistance aux victimes, la coopération et l'assistance internationales entre les pays donateurs et les pays touchés. Le processus engagé dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques pour un protocole sur les armes à sous-munitions a échoué en novembre dernier et les efforts devront se poursuivre en 2009.

Dans le contexte difficile de la sécurité multilatérale, certains voient l'émergence du processus d'Oslo comme une évolution positive. Certains États membres de la Convention sur certaines armes classiques la perçoivent comme une menace. Ils craignent que de telles initiatives ne compromettent les institutions actuelles de désarmement multilatéral où la règle du consensus domine généralement.

De nombreux spécialistes ont comparé le processus d'Oslo aux efforts ayant abouti en 1997 à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel; ils pensent que cette initiative poursuit la "nouvelle diplomatie" engagée par les efforts pour l'interdiction des mines. L'on ne sait pas très bien si c'est vraiment le cas et quels seront les résultats des efforts internationaux visant à lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions.

Cette étude de 18 mois, qui fait suite au projet "Le désarmement en tant qu'action humanitaire : mettre les négociations multilatérales en état de marche", va rassembler des informations sur le processus d'Oslo et les autres travaux menés sur les armes à sous-munitions, y compris ceux de la Convention sur certaines armes classiques, et en tirer des enseignements utiles pour les professionnels de tous horizons. Ce projet donnera principalement lieu à des séminaires avec des responsables politiques et des acteurs de la société civile et produira une histoire analytique du processus d'Oslo qui devrait sortir au deuxième semestre de 2009.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

John Borrie

Chef de projet et chercheur principal

Tél. : +41 (0)22 917 16 05

Fax : +41 (0)22 917 01 76

jborrie@unog.ch

UNIDIR

Institut des Nations Unies
pour la recherche sur le désarmement
Palais des Nations, A.522
CH-1211 Genève 10
Suisse
www.unidir.org